



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-7793>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **24-7793**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : 2023A0415 - Fourniture et entretien des moyens de lutte contre l'incendie et la fourniture des plans d'intervention et d'évacuation - Relance du lot 02 suite à déclaration sans suite

**Description** : 2023A0415 - Fourniture et entretien de moyens de lutte contre l'incendie et fourniture de plans d'intervention et d'évacuation - Relance lot 02 suite à déclaration sans suite - AOO - Accord cadre avec minimum et maximum quadriennal

**Identifiant de la procédure** : 8627653d-b3f0-4e2b-a13b-83b574c78f39

**Identifiant interne** : 2023A0415

**Type de procédure** : Ouverte

**Principales caractéristiques de la procédure** : Lot unique - Relance du lot 02 suite à déclaration sans suite

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv )** : 35000000 Équipement de sécurité, de lutte contre l'incendie, de police et de défense

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 71243000 Projets de plans (systèmes et intégration)

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Département des Alpes-Maritimes 147 Boulevard du Mercantour  
CADAM BP 3007

**Ville :** NICE

**Code postal :** 06201

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 36,120 EUR

### 2.1.4 Informations générales

**Cette procédure ou ce lot annulé(e) ou infructueux(-se) sera relancé(e)**

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

### 2.1.5 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 1**

**Le soumissionnaire doit présenter une offre pour l'ensemble des lots**

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Faillite : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Corruption : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Concordat : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Participation à une organisation criminelle : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Fraude : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Insolvabilité : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Biens administrés par un liquidateur : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable d'une faute professionnelle grave : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

État de cessation d'activités : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement d'impôts et taxes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

## Section 5 - Lot

## 5.1 Lot : LOT-0002

**Titre** : Fourniture et mise en place des plans d'évacuation et d'intervention

**Description** : Relance du lot 02 suite à déclaration sans suite

**Identifiant interne** : 2023A0415

### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nature supplémentaire du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 35000000 Équipement de sécurité, de lutte contre l'incendie, de police et de défense

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 71243000 Projets de plans (systèmes et intégration)

**Options** :

**Description des options** : 12 mois reconductible 3 fois par période de 12 mois, soit une durée maximum de 48 mois à compter de la notification du marché. Les dates indiquées dans l'avis sont prévisionnelles.

### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : Département des Alpes-Maritimes Département des Alpes-Maritimes

**Ville** : Nice

**Code postal** : 06201

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** : Une visite sur site est conseillée. Le délai d'exécution est fixé dans le CCAP. Retrait du DCE jusqu'à la date limite de remise des offres fixée ci-dessus par téléchargement à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>. Les candidatures et les offres sont transmises par voie électronique uniquement à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr>. Les candidatures et offres peuvent être doublées d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique adressée sous pli cacheté portant la mention " copie de sauvegarde " envoyée avant la date limite de remise des offres fixée ci-dessus, à l'adresse visée en tête de l'avis. Les documents doivent être sous format pdf a résolution 300 dpi. Les certificats de signature électronique doivent être conformes et référencés. Toutes les modalités de remise des candidatures et des offres, la procédure applicable en cas de détection d'un programme informatique malveillant sont détaillées dans le règlement de la consultation Informations relatives aux voies de recours : Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début** : 01/05/2024

**Date de fin : 30/04/2025**

#### **5.1.4 Renouvellement**

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici : oui**

#### **5.1.5 Valeur**

**Valeur estimée hors TVA : 200,000 EUR**

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 200,000 EUR**

#### **5.1.6 Informations générales**

**Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE**

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

#### **5.1.7 Marché public stratégique**

**Objectif du marché public stratégique : Pas de passation de marché stratégique**

#### **5.1.9 Critères de sélection**

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Se référer aux documents de la consultation

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :**

**L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations**

#### **5.1.10 Critères d'attribution**

**Critère :**

**Type :** Prix

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères : Se référer aux documents de la consultation**

#### **5.1.11 Documents de marché**

**Adresse des documents de marché : <http://www.marches-securises.fr>,**

#### **5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique : Requise**

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français**

**Catalogue électronique : Non autorisée**

**Variantes : Non autorisée**

**Date limite de réception des offres :** 27/02/2024 à 15:30

**Conditions du marché :**

**Un accord de confidentialité est requis**

**Facturation en ligne :** Requise

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué :** Se référer aux documents de la consultation

**Informations relatives aux délais de recours :** Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, avec remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 100

**Justification de la durée de l'accord-cadre :** Accord cadre mono-attributaire à bons de commande avec minimum et avec maximum d'une durée de 12 mois, reconductible 3 fois par décision expresse par période de 12 mois pour une durée maximale de 48 mois. Le seuil minimal quadriennal est fixé à 20.000 euros HT et le seuil maximum quadriennal est fixé à 200.000 euros HT.

**Informations sur le système d'acquisition dynamique**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :**

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection du travail et de conditions de travail, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée :** CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché** : CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché** : CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** :  
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui traite les offres** : CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : CG des Alpes-Maritimes - Direction de la Construction et du Patrimoine (06)

**Numéro d'enregistrement** : 22060001900016

**Département** : Alpes-Maritimes

**Adresse postale** : 147 boulevard du Mercantour

**Ville** : Nice

**Code postal** : 06201

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : marche@departement06.fr

**Téléphone** : +33 497186000

**Télécopieur** : +33 497186000

**Adresse internet** : <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://www.marches-securises.fr>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui traite les offres**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de fiscalité, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée**

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée**

**Organisation qui fournit des informations sur le cadre réglementaire général qui, en matière de protection de l'environnement, est applicable au lieu où la prestation doit être réalisée**

8.1 ORG-0004

**Nom officiel** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Numéro d'enregistrement** : 17060005000026

**Adresse postale** : 18 avenue des Fleurs CS 61039

**Ville** : Nice Cedex 1

**Code postal** : 06050

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone** : +33 334899786

**Télécopieur** : +33 334899786

**Adresse internet** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 12ac3085-956f-4fa5-8781-513e156f50d7 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 23/01/2024 à 17:38

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 23/01/2024